fr | de

Press release | 13.02.2015

Conseil européen

Un Sommet qui aura au moins servi à réinstaurer le dialogue entre la Grèce et ses partenaires européens

Au lendemain de la réunion des Chefs d'état et de gouvernement à Bruxelles, le Président du groupe Verts-ALE, **Philippe LAMBERTS**, a déclaré:

"L'intérêt majeur de ce sommet est sans aucun doute d'avoir remis sur les rails une négociation entre la Grèce et ses partenaires qui s'était soldée, par un échec de l'Eurogroupe réuni le jour d'avant. Le tête à tête entre le chef du gouvernement grec, Alexis Tsipras et le Président de l'Eurogroupe, Dijsselbloem a porté ses fruits puisque l'entente sur une nouvelle terminologie a permis d'entamer des "négociations techniques" pour préparer la réunion de l'Eurogroupe de lundi. Il va de soi que cette approche constructive exige, pour aboutir, une dose de flexibilité de part et d'autre. Un nouveau "Contrat" devra être défini. Celui-ci devra amener les finances publiques grecques sur une trajectoire soutenable en fonction d'hypothèses prudentes, tout en libérant les ressources indispensables pour répondre à la crise sociale et humanitaire du pays. Une Conférence sur la dette et la mise à l'écart de la troïka au profit d'une gouvernance démocratique sont nécessaires pour mettre fin à des politiques d'austérité aveugles qui, non seulement, nuisent à la reprise économique mais également à la cohésion de toute la société grecque.

En matière de terrorisme, ce Conseil s'est contenté d'un affichage. S'imaginer que la collecte des données de tous les passagers fasse le poids face à ce fléau est un peu court. Comme l'a démontré une fois de plus le scandale au sujet de la banque HSBC dans l'affaire Swissleaks, la régulation du secteur bancaire est cruciale pour s'attaquer au financement du terrorisme et au trafic d'armes notamment. Les outils et les informations sont disponibles mais en l'absence de règles efficaces et de contrôle sur les activités du secteur bancaire, il est impossible d'apporter les bonnes réponses."

La Présidente du groupe Verts-ALE, **Rebecca HARMS**, estime pour sa part:

"Il est regrettable que les leaders européens présentent la surveillance de masse que constitue le PNR européen, dont le coût est par ailleurs exorbitant, comme la panacée en matière de lutte contre le terrorisme. Quand, en réalité, il faudrait avant tout pallier aux carences dans la mise en oeuvre des mécanismes existants (dont Europol et Eurojust). Ce qui devrait avant tout retenir l'attention de nos leaders, ce sont les dysfonctionnements au niveau des échanges d'informations entre états et entre services d'un même pays ainsi que la pénurie des effectifs sur le terrain et dans les instances judiciaires. Sans parler des milieux carcéraux qui fonctionnent comme des foyers de la radicalisation. Enfin, la question du blanchiment des capitaux et des sources de financement du terrorisme évoquée, à juste titre, par le Conseil devrait en réalité être une priorité. Le renforcement de la législation en matière de blanchiment va dans la bonne direction mais elle reste incomplète pour s'attaquer efficacement au terrorisme.

Pour ce qui est de l'Ukraine, l'accord de Minsk est un progrès, reste à voir s'il sera effectivement respecté. Car si cet accord suscite de l'espoir en Ukraine, sa mise en oeuvre risque très vite de s'avérer compliquée. Cet accord n'a pas pour autant entamé la détermination de l'Union européenne sur les sanctions économiques ni les restrictions ciblées en matière de circulation des personnes . Il y va en effet de de la crédibilité de l'UE pour s'assurer que le président russe accepte la négociation, qu'il respecte les accords et se plie au droit et traités internationaux. Le compromis, qui s'appuie sur la volonté d'une armistice , est très large. Il devrait permettre une solution durable qui passe par le respect de la nouvelle ligne de démarcation et la démilitarisation de la zone. Le retrait des armes lourdes est essentiel et l'approvisionnement de la Russie doit être interrompu . Enfin la frontière entre la Russie et l'Ukraine doit être indiscutable. Ces trois conditions doivent être remplies pour que la volonté d'instaurer la paix puisse être prise au sérieux. La mission d'inspection de l'OSCE devra être renforcée ainsi que ses moyens d'action. Elle doit être respectée par les deux parties. La révision du régime des sanctions n'est envisageable que si la Russie s'engage résolument à la réalisation de ces accords."

Recommended

Press release

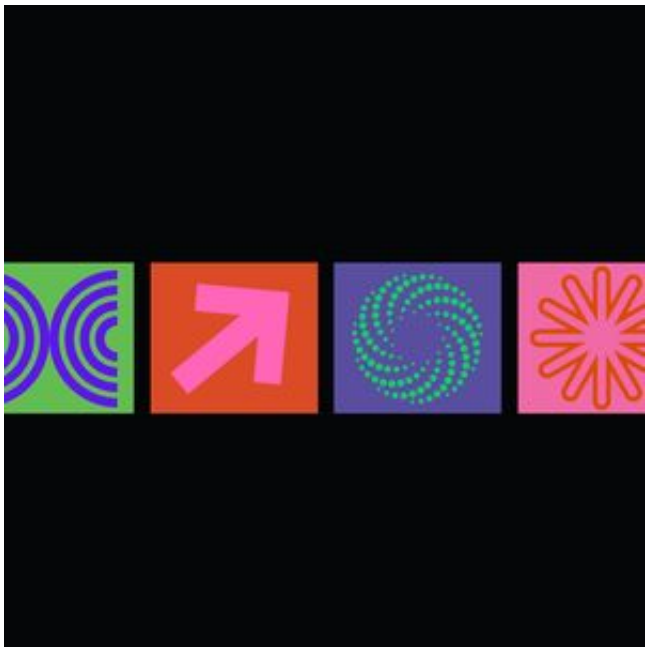
Jan van der Wolf



[Social Package step in the right direction but more am…]

06.05.2026

Event



REMADE IN EUROPE

05.05.2026

Event



EU TECH STARS SUMMIT

05.02.2026

News

©nobutz/pixabay



PLENARY FLASH: Greens/EFA Priorities 15 to 18 Decembe…

15.12.2025

Responsible MEPs



Rebecca Harms

Member



Philippe Lamberts

Member

Contact person



Guendalina De Sario

Press & Media Advisor FR-IT-ES (for French, Italian and Spanish press)

Please share

- E-Mail